

Conclave sur les retraites : le gouvernement brouille les cartes

« François Bayrou braque la gauche et les syndicats », titre, en Une, Le Figaro qui revient sur les déclarations du Premier ministre ayant exclu un retour à un âge de départ à 62 ans. Dans le camp gouvernemental, on préfère souligner que les propos de François Bayrou relèvent du bon sens, alors que personne ne pense que le conclave pourrait déboucher sur un retour aux 62 ans, ne serait-ce que parce que le patronat s'y opposera. « Si quelqu'un connaît la personne qui peut nous expliquer qu'on retrouvera l'équilibre financier en promettant la retraite à 60 ou 62 ans, il faut qu'il nous la présente », ironise en écho un proche du Premier ministre. « Les uns et les autres expriment leur point de vue, mais tout le monde souligne l'importance qu'il y a à faire vivre la démocratie sociale », assure-t-on à Matignon, où l'on a tout de même envoyé des « éléments de langage » aux ministères dimanche soir, histoire de tenter d'éteindre la polémique. « Ce que dit le Premier ministre est juste, mais la forme et la temporalité sont surprenantes, grimace un conseiller ministériel. Ça ne devrait pas tuer le conclave, mais il faut éviter de donner des billes aux plus énervés ». La plupart des députés PS affirment en effet qu'ils n'auront pas la main qui tremble si le maintien de l'âge de départ à la retraite à 64 ans était confirmé. Certains estiment néanmoins qu'un « chemin » est encore possible pour éviter la censure, qui replongerait le pays dans l'instabilité politique. L'attitude du RN dépendra, elle, de ce qui sortira de la discussion entre les partenaires sociaux, estime le quotidien. « Même si la mesure d'âge n'est pas modifiée, il est possible que les syndicats et le patronat s'entendent sur des améliorations, mêmes minimales. Est-ce que l'on censure cela ? », s'interroge un stratège mariniste. En coulisses, c'est d'ailleurs cette piste que François Bayrou et son gouvernement privilégient. « Depuis le début, il y a trois hypothèses, énumère-t-on dans l'entourage du Premier ministre. Soit il n'y a pas d'accord, ce que nous n'envisageons pas. Soit il y a un accord global. Soit il y a des améliorations sur des sujets comme la pénibilité, les carrières hachées des mères de famille, la situation des plus vulnérables. Quoi qu'il arrive, dans les deux derniers cas, ça passera devant le Parlement. » (Le Figaro, p.2)

« CFDT et CGT s'interrogent sur la suite du "conclave" sur les retraites », titre Les Echos sur le même sujet, indiquant que Marylise Léon doit rencontrer le Premier ministre aujourd'hui, rendez-vous que le quotidien qualifie de déterminant. « La suite des discussions dans le conclave dépendra des éléments qui seront donnés lors de l'entretien avec le Premier ministre », explique-t-on à la CFDT. Du côté de la CGT, la balance penche désormais pour un départ rapide, sa commission exécutive va débattre du sujet ce matin. Jusqu'à présent, la centrale avait opté pour la stratégie « du pied dans la porte » avec l'idée de participer le plus longtemps possible au conclave pour peser dessus. Il y a une dizaine de jours encore, très peu d'organisations de la CGT – et aucune importante – n'étaient venues contester le choix de rester dans les discussions. En revanche, aujourd'hui, il y a une « petite musique qui monte dans l'organisation », note un cégétiste. Elle s'est traduite de façon spectaculaire à la Fédération de la santé, qui a adopté une très longue déclaration qui « s'interroge légitimement sur la pertinence d'y rester, ou non [dans le conclave] » et où la fédération annonce qu'elle va lancer "une démarche de consultation des organisations du CNF avant la prochaine concertation du 20 mars ». En tout cas, si la CFDT reste ainsi que la CFTC, et que la CGT sort, la CFE-CGC ne devrait pas suivre cette dernière. (Les Echos, p.2)